

Eurodéputée PS (Groupe S&D)

Plus de travail décent, dans un système indécent ?

Ce mardi 4 juillet 2017, le parlement européen s'est prononcé sur la nécessité de renforcer les mesures permettant de garantir un travail décent pour les travailleurs de l'Union européenne.

La résolution qu'il propose vise à la fois le bien-être des citoyens européens mais également une relance saine de l'économie européenne en garantissant un travail stable et de qualité à tous les travailleurs.

Le Parlement y rappelle le rôle crucial que jouent les partenaires sociaux dans la protection des droits des travailleurs et plaide pour l'accès de tous à une protection sociale adéquate ainsi qu'à l'institutionnalisation d'un ensemble de normes en faveur d'une plus grande justice sociale (salaire minimum, protection contre le licenciement, santé et sécurité au travail, lutte contre toute forme de discrimination). Il plaide également pour la formation continue qui permet tant aux travailleurs de se mettre à jour, qu'à l'entreprise de se préserver contre une pénurie de main d'œuvre. Enfin, le Parlement européen se prononce en faveur de l'encadrement des nouvelles formes d'emploi nées de la numérisation.

Maria Arena, Eurodéputée : « Si la proposition du Parlement européen est évidemment positive, il est essentiel de rappeler que les questions de justice sociale et des droits des travailleurs sont liées au fonctionnement de notre système économique globalisé. La croissance absolue prônée aujourd'hui, qui ne tient compte que de paramètres économiques et financiers au nom de la seule compétitivité, méprise les droits des travailleurs. »

«Ce matin, une explosion a eu lieu dans une usine de textile au Bangladesh. Il y a quelques jours, j'étais en Sicile pour constater l'exploitation des femmes dans les champs de tomates. Suite à la décision de fermeture de Caterpillar Gosselies, une première vague de travailleurs quittaient, il y a quelques semaines, l'entreprise. Tous ces exemples ont un point commun : Ils sont la conséquence d'un modèle ultra capitaliste qui place le profit au-dessus de toute considération humaine, éthique et environnementale.» poursuit l'Eurodéputée.

« Garantir un travail décent, passe donc aussi par une modification du fonctionnement et des valeurs du monde capitaliste. Garantir un travail décent, c'est aussi garantir que l'indécent ne se produise au nom de cette globalisation effrénée. J'espère donc que le Parlement européen se prononcera tout aussi favorablement sur la question de la responsabilité sociale des entreprises et leur devoir de diligence lorsque le dossier arrivera sur la table la semaine prochaine» conclut Maria Arena.

Contact :

Vasanthi FAGARD

vasantha.fagard@europarl.europa.eu

0478/986503